

LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

n° 163 - Janvier 2011ko Urtarrila

Élections
Navarraises
p. 9

La stratégie
de ETA
p. 10 à 13

L'Alsace unie
p. 14 à 15

Fernando Almandoz
p. 20



1911 : création du Landtag d'Alsace-Moselle
2011 : création du Parlement d'Alsace!

Urte Berri On !

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

 EAJ
PNB
www.eaj-pnb.eu



Non au syndicat mixte !

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? La simplicité, celle de la reconnaissance d'une communauté de citoyens basques, attachés à leur pays de vie, à sa spécificité, à la reconnaissance d'un peuple basque qui se limite pour certains au Pays Basque nord et pour d'autres, les abertzale, au Pays Basque des 7 provinces. Qu'enfin un pouvoir basque permette la reconnaissance de notre existence.

De fausses excuses

Des responsables politiques nationaux et leur relais locaux sont dans le déni de cette réalité et dans le confort du pouvoir en place. Pour éviter d'être remis en cause, ils sont lancés dans la course aux ersatz. Nous n'avons pas besoin de grand discours sur leur attachement au Pays Basque. Leur politique aboutit systématiquement au rejet de la revendication institutionnelle basque au nom de la non division, de l'union ou de la taille critique.



La reconnaissance d'un collectif particulier devient chez eux un facteur de division entre Basques et Béarnais. Une institution pour le Pays Basque scinde effectivement le département actuel en 2, un département créé dès l'origine pour contrôler les Basques. Il s'agit de l'effet et non d'une motivation à la division. C'est un sentiment basque qui s'exprime et non une rancœur anti-béarnaise. S'il faut continuer dans l'absurdité du raisonnement de la division, demandons la suppression des 100 départements de la métropole pour éviter le morcellement et la division créés par les frontières de toutes ces entités. Ce département n'a rien changé au fait que Béarnais et Basques n'aient jamais réussi depuis 200 ans, à créer un sentiment commun « Pyrénées Atlantiques ».

L'important est que le vivre ensemble social demeure une réalité entre nous, celui des échanges normaux, entre Basques et Béarnais. Sur le plan politique, nous serons adultes pour coopérer sur des thématiques communes.

L'argument de la taille critique ne tient pas non plus. Dans l'Europe actuelle, il existe beaucoup de territoires de taille modeste équivalente et prospère, comme la Rioja ou le Val d'Aoste qui mettent en valeur leurs atouts grâce à une bonne organisation locale.

Une majorité non respectée

Environ 15% de la population vote aujourd'hui abertzale. Pour au moins 15% de la population de cette société basque, une autonomie pour le Pays Basque nord n'est encore qu'une étape, une institution transitoire. Au regard de la politique de l'ersatz, le respect dû à cette minorité est affligeant. Il s'agit d'une minorité qui a largement « abertzalisé » les esprits. Elle est caractéristique d'une société basque d'Iparralde qui a considérablement mûri sur « la question basque ». Les enquêtes d'opinion, les campagnes de signature, les manifestations vont dans le même sens, depuis 20 ans ; celui d'une large demande sociale, en faveur d'une institution Pays Basque.

Exemples de la politique de l'ersatz : non au département, donc, oui à un pays Pays Basque, sans compétence. Non à l'officialisation de la langue basque, mais création de l'OPLB.

À une époque de rationalisation des structures, voilà qu'apparaît un nouveau machin : le pôle métropolitain basque, puis un syndicat mixte face à la figure de « La Collectivité territoriale du Pays Basque ».

Un syndicat mixte sans pouvoir

Les ersatziers poursuivent leur route en faveur d'une proposition aussi fade qu'inefficace : un syndicat mixte Pays Basque. Il s'agirait d'un Conseil des élus amélioré. La loi permet sa réalisation en Pays Basque, à court terme. Ce syndicat mixte donnera une

grande place aux élus locaux, en particulier aux Communautés de Communes. En soi, il s'agit d'un instrument sans grand pouvoir, sans budget autonome, contraint comme aujourd'hui à la contractualisation. Les transferts de compétences seront négociés avec les communes et les intercommunalités. Sur le terrain, les Communautés de Communes accepteront-elles ce transfert de compétences, vu la sensibilité de cette question à l'échelle de ces Communautés de communes. Devant ces risques de tension, l'adhésion des communes à ce syndicat mixte risque d'être forcée. L'objectif de réunir volontairement 158 communes est un sacré pari, pour créer une tempête inutile dans un verre d'iroulegi.

Sur le plan démocratique, les citoyens basques n'auront pas non plus l'occasion d'élire leurs dirigeants.

Il s'agirait d'un nouveau machin qui se rajoute à l'environnement politique immédiat, avec un millefeuille basque qui risque de gagner la palme du plus grand millefeuille de l'État français. La concurrence de compétences et les relations de ce syndicat mixte avec l'agglomération du BAB, le Conseil Général et le Conseil Régional complexifiera encore davantage un dispositif de décision déjà très complexe.

Espérons qu'une majorité d'élus mette fin à cette politique de l'ersatz basque, en revendiquant une réelle Collectivité Territoriale ambitieuse, dotée de fait d'une autonomie financière et de compétences intégrales, qui va dans le sens de la simplification. Les compétences et les moyens du Conseil Général et du Conseil Régional seront concentrés non plus à Bordeaux ou à Pau, mais, à Bayonne. Dans une France fière de ses lumières, la raison basque doit l'emporter.

Beñat Oteiza

Recevez désormais le Lema par courriel

Vous souhaitez recevoir votre magazine Lema en avance ?

Vous souhaitez recevoir des informations et des invitations de la part de la rédaction de Lema ?

C'est très simple : il vous suffit de nous faire parvenir votre adresse électronique à : contact@ejj-pnb.eu.

Et c'est tout. Alors, n'hésitez pas !





Et maintenant vers la Collectivité Territoriale du Pays Basque

En 2007, Nicolas Sarkozy réalise la Réforme des Collectivités territoriales et officialise le cumul des mandats.

Nous n'avons pas besoin de trente six méthodes pour garder en fin de compte le même mille feuille archaïque, inefficace et très couteux.

Dans la période actuelle de crise que nous traversons, la création d'une Institution locale avec un pouvoir fort est indispensable et essentiel pour le Pays Basque. Elle doit favoriser la reconnaissance du Pays Basque nord et améliorer la qualité de vie de ses habitants.

N'oublions pas qu'elle doit devenir l'outil indispensable au développement du Pays Basque nord. En Aquitaine, Bordeaux tire profit des quelques grands projets impulsés depuis Paris et le Pays Basque est toujours laissé de côté. Pour nous, cela est inacceptable.

Aujourd'hui, le Conseil de Développement et le Conseil des Elus réfléchissent sur le contenu des politiques et des compétences qu'une institution locale pourrait mener sur le Pays Basque. Je souhaite qu'ils forment une équipe car dans une équipe tout le monde doit aller dans le même sens.

Nous avons constaté les carences dans la gouvernance de « Pays basque 2020 ». Le Conseil des élus, constitué en simple association n'a pas de pouvoir décisionnel fort, faute de compétences et de fiscalité propres. Seule une Collectivité territoriale du Pays Basque peut détenir des compétences nécessaires au développement du Pays basque (économie, social, langue, infrastructures locales, culture éducation...) et une Euro-région basque (le pouvoir de gérer les fonds financiers pour développer les territoires et la coopération transfrontalière).

La fusion des compétences régionales et départementales nous donne la possibilité d'agir dans la proximité et nous permettra d'être efficaces avec un décideur majeur. Aujourd'hui les compétences se dispersent entre l'État, la Région et le Département.

Nous devons donc travailler pour que chacun s'approprie ce projet de Collectivité, pour que les frontières politiques deviennent poreuses.

Ah ! voila mon souhait pour l'année 2012 : ne laissons pas penser les autres à notre place car nous permettons qu'ils décident à notre place.

Txaro Goikolea

EUROPA DIRUAREN BILA





L'ESTIA a la côte

L'École supérieure des Technologies Industrielles Avancées (plus connue sous le nom d'ESTIA) est née de la volonté de la CCI de Bayonne Pays Basque de proposer des formations de pointe pour des élèves ingénieurs dans la région. Et ça marche, si l'on en croit le classement du magazine l'Usine nouvelle qui décerne la 32^{ème} place à l'école installée à la technopole Izarbel à Bidart. 32ème sur 240 écoles d'ingénieurs de l'Hexagone, pas mal pour une école créée seulement voilà douze ans. Du coup, la Chambre de Commerce et d'Industrie envisage sérieusement d'ouvrir encore plus les portes de l'ESTIA en proposant 50 places supplémentaires d'élèves ingénieurs. Ce qui signifierait qu'en 2015, 200 ingénieurs diplômés pourraient sortir annuellement des rangs de l'ESTIA !

Bayrou (trop) optimiste ?

Dans les derniers sondages concernant le futur scrutin des Présidentielles, la côte du candidat Modem remonte lentement mais sûrement. Et, du coup, un vent d'optimisme souffle sur la camp de François Bayrou. À tel point qu'en meeting à Pau, le candidat a lancé : "L'unité de la France n'est jamais entrée en contradiction avec les identités qui la composent. Nous sommes pour l'unité sans l'uniformité, avec ses accents, ses cultures et ses langues". Si l'on ne peut que souscrire à la seconde phrase, on peut s'étonner de la première. L'histoire de la République française (et l'un de ses derniers avatars est le fameux article de la constitution qui dit que la langue de la République est le français) nous a toujours prouvé que, bien au contraire, "l'Unité de la France est toujours entrée en contradiction avec les identités qui la composent". Des millions de Bretons, Basques, Corses, Alsaciens ou Occitans peuvent en témoigner. Mais peut-être le candidat Bayrou a-t-il une idée pour donner leur vraie place aux langues régionales ? Une reconnaissance officielle, s'il était élu ? Comment dit-on Chiche ! En béarnais...

Ah ! Que la montagne est belle

C'est décidé, l'UMP 64 a décidé de partir à la reconquête du département des Pyrénées Atlantiques, trop longtemps abandonné aux "hordes" roses et

oranges. Max Brisson, nouveau secrétaire départemental, sera flanqué d'un adjoint béarnais, histoire de respecter l'équilibre "géographique" (lui vivant au bord de la mer, on imagine que son adjoint vit à la montagne). L'ambition du parti présidentiel ? Recoller au terrain et rechercher de nouveaux talents. C'est notamment pour cela que l'élu oloronais Marc Oxibar sera chargé du "Pays Basque intérieur et des vallées Pyrénéennes". Curieux comme dénomination : où s'arrêtent donc les vallées pyrénéennes et commence le Pays Basque intérieur ? Et si ce curieux territoire, en fait composé de Soule, Basse Navarre et Haut Béarn, ne recouperait-il pas tout simplement la vaste circonscription que l'UMP aimerait bien ravir à Jean Lassalle au printemps prochain ?

Unie, la gauche abertzale

Le choix des militants d'AB a été clair lors de leur assemblée générale début décembre : place à l'union des abertzale de gauche, plutôt qu'à un rassemblement plus vaste avec les Verts. Mais il ne faut pas se fier aux seules apparences. Le choix des militants d'AB se serait fait avec une courte majorité (54% contre 46% préférant la formule avec les Verts). Sachant que Batasuna, avait signifié que quoi qu'il en était elle n'irait pas avec les Verts, la marge de manoeuvre était plus qu'étroite pour les militants d'AB. Donc, on n'en est pas encore à une coalition à la mode Amaiur, mais la formule EH bai (AB, Batasuna, EA) devrait être reconduite pour les prochaines élections législatives. Et comme en Navarre, se pose alors la question du renforcement du pôle basquiste ou euskalzale qui ne se reconnaît pas dans cette coalition électorale...

La paix maintenant

Alors que des signaux de détente en provenance des milieux proches de l'ETA se multiplient, des craintes se font jour pour le long processus de marche vers la paix. C'est d'abord au parlement espagnol, le refus du Partido popular majoritaire de voir un groupe politique Amaiur se former aux Cortés. Un comble pour un parti qui prône l'indépendance du Pays basque et qui est quand même prêt à siéger à Madrid ! Puis, c'est l'extradition en Espagne de Josu

Esparza, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen. Ne manque plus qu'un nouveau symbole, Aurore Martin et la boucle serait bouclée pour les tenants de la ligne dure du "on ne négocie pas". Mais peut-être faut-il voir derrière ces coups de boutoir, les derniers soubresauts d'une histoire révolue. Et l'on retiendra plutôt le rassemblement de 3 500 personnes qui sont venues rappeler à Bayonne le 10 décembre dernier qu'une "résolution démocratique est possible".

Le nerf de la guerre

Les comptes de l'Office Public de la Langue Basque (OPLB) vireront-ils au rouge en 2012 ? C'est la question qui inquiète son président actuel Frantxoa Maitia tout comme son prédécesseur Max Brisson. En 2011, l'ancien président avait obtenu une aide supplémentaire de 120 000€ de l'Education nationale. Un appui qui en fait permettait d'aider Seaska à recruter des professeurs des écoles qui lui manquait. Et le versement de cette dotation exceptionnelle serait loin d'être automatique pour 2012. Frantxoa Maitia imagine une solution qui passerait par un accord direct entre Seaska et l'Éducation nationale. La dotation serait versée directement à Seaska sans passer par le budget de l'OPLB, qui pourrait ainsi se consacrer à ses autres missions. Mais la balle est maintenant dans le camp du gouvernement à Paris...

Un territoire marqué

Les produits du Pays Basque ne manquent pas de notoriété mais manquent vraiment d'une marque qui les distingue des "contrefaçons". Forts de ce constat, des professionnels du monde économique ont réfléchi à la mise en place d'une marque territoriale. Et le débat est riche avec notamment le cas des produits transformés ou assemblés. Produits et fabriqués hors du Pays Basque mais mis en forme ici, entrent-ils dans la logique de la marque territoriale ? Le débat est lancé et l'issue est attendue avec impatience par les professionnels. Car déjà, des régions voisines (concurrentes ?) sont en train de mettre en place des marques "Aquitaine" ou "Sud-ouest" et le Pays Basque a tout intérêt à prendre le train en marche avant qu'il ne parte sans lui...

Oroimena : Aitzol duela 75 urte

AITZOL **Euskal Nazioaren** **dinamizatzailea**

1936ko urriaren 17an Jose Ariztimuno Olaso hil zen Hernaniko hilerriko murruren kontra. Hiltze horren oihartzuna izigarri handia izan zen zeren Aitzol (hau zen bere izen ordea) oso ezaguna zen bere egintzen gatik. Aitzol humanista, Aitzol euskaltzalea, Aitzol idazlea, Aitzol kazetaria, Aitzol hizlaria, Aitzol misionesta, Aitzol polemista, Aitzol militantea, Aitzol bertsozalea, Aitzol apez gorria, Aitzol martirra, Aitzol sinboloa orotara 19 kalifikatibo erabili zituen J. Urkaregi idazleak 1987en tolosar horren bizia eta obra definitzeko. 1896ean sortua zen Tolosan eta doi doi 40 urte zituen frankisten armadak garbitu zuenean.

Familia karlista eta sinesdun handi bateko semea zen Aitzol. Apez estudioak egin zituen lehenik Comillas eko Seminarioan (Cantabria) eta gero Gasteizekoan. 1919ean utzi zuen Comillas, lotua baitzen euskal hizkuntza eta kultura lantzen zuen seminarista talde batekin eta osasun arazoak baitzituen. Beraz Gasteizen 1922an apeztu zen. Bere lehen lan postua izan zen Gasteizko diosesako (orduaz Gipuzkoa, Bizkaia, eta Araba 3ak biltzen zituen) Misioen Idazkari. Segidan agertu ziren Aitzol-en kalitate nagusiak : antolatzaile aparta, komunikazionearen ardurua media guzietan, eta bere egitekoaren doktrina sakontzea. Hortaz oharturik Espainia osoko idazkari orokor izendatu zuten 1928ean bere buruek. Eta urte bat berantago (1929) Donostira jin zen eta hor geldituko zen.

Egiatzko kultur **enpresari bat**

Etapari berri bat hasi zuen 2garren Errepublikarekin betan eta famatua bilakatu zen Euskadi osoan, bereziki Gipuzkoan. Orduan apailatu zituen pastoral aktibitateak ahozko eta idatzizko predikua sozial eta kultur eremuetan emanaz. EAJ-PNV kin zuen hurbiltasuna ageri agerikoa zen. Eta 3 eremu hoietara mugatzen bazen ere bere aktibitatea alderdiaren buruzagien eta militanten artean nabaria zen bere influentzia. Luzaz Elizako buruak euskara-

ren aurka agertuak ziren, baina nazionalismoa zabaltzen ari zen heinean apezten artean ere zabaldu zen eta zenbait asko agertu ziren sozial eremuan langileen defentsan eta gehiago oraino euskal kulturaren defentsan eta berpiztean. Hoietan ziren Aitzol, P. Larranaga eta A. Onaindia, hiruak apez propagandistak.

Aitzolen kasuan ezin kondatuak dira bultzatu eta gidatu zituen ekitaldiak, periodikoak eta elkarteak.



Jose Ariztimuno, Aitzol, 1896-1936

Aitzol jauna

Antoine d'Abbadie-ren segida hartu zuen Lore Jokoak bultzatuz eta muntatu zuen eragin handia izango zuen « Euskaltzaleak » taldea. Elkarrekin horrekin muntatu zituen Olerkiaren Eguna eta Euskararen Eguna biak entzute handikoak bai eta Yakintza kultur errebista ezaguna.

Gipuzkoan sortu zuen ere « EL Dia » egunkaria abertzale mundutik biziki hurbil zena. ELA-STV sindikatutik hurbil zegoen eta hori baliatzen zuen sozial kristautasuna defendatzeko. Hala nola konunisten aintzinean Donostian egin zuen hitzaldi bat eta Elizak kritikatu zuen. Estatutuaren aldeko mitinetan ere parte hartu zuen eta nazionalisten beste ekitaldi batzutan ere.

Bere lan handiena egin zuen apez bezela pastoraltzan, euskal langileen bizi moldea hobetzen eta euskara eta kultura sustatzen. Berak zion hizkuntza errekuiperatzea zela euskal nazioaren bizitasuna hobekienik erakusten zuena.

Ikusirik Lizardi eta Lauaxeta bi poeta nagusi eta modernoak ez zirela heltzen publiko guzietara, hasi zen bertsojaritza finki bultzatzen eta berak muntatu zuen Lehen Bertsoari Txapelketa.

Bere ideia sozio-politikoak bildu zituen : « La democracia en Euskadi » liburu ezagunetan : hor bildu zituen kristau fedea, kontzientzia nazionala eta justizia soziala, sistema foralaren elementu batzuekin. Aitzol-entzako elementu hoiek ziren euskal nazioa berpiztu eta iraun araziko zutena.

Aitzol Iparraldean **eta bere erahilketa**

Hego aldean gerla hasi zen 1936ko uztailaren 18an. Barandiaran-ek dio Aitzol haste hastetik entsaiatu zela nazionalistak ez ziten buruz buru joka espanol militarrekin. Pentsatzen zuen Hitza ren bitartez konbentzitutako zituela batzu eta besteak. Gainera Jeltzaleeri galdegin zuen mehatxatuak ziren jende eta etxeak gerizatzeko.

Ordukotz Iparraldean zen lehenik Hendaian eta gero Bellokeko monastegian. Hemendik Nafarroa sartu zen militarrekin mintzatzeko. Ez zen dudatzen zer herra zuten bere kontra eta bere euskal egintzen kontra (Piarres Lafittek errana, hunek ezagutzen eta miresten zuen). Nafarroan sartu orduko, militarrek hasi ziren Aitzol harra-patu nahiz preso altxatzeko.

Orduan Bellokera itzuli zen eta bi lan mota ereman zituen : alde batetik errefuxiatuak laguntzen lana eta aloimendua izaiteko eta bestalde artikulua idazten periodikotan. Orduan Aitzolek pentsatu zuen itzultzea. Urriaren 15ean Ziburun Galerna deitu itsas ontzian igo zen Bilbora joaiteko. Baina norbeitek salatutik arrastatua izan zen itsas ontzia eta bertako jendeak preso eremanak Donostiko Ondarretan zen kartzelara. Dena dela iduriz torturatua izan zen eta lagun talde batekin kamiun batean ereman zituzten Hernaniraino eta han erran bezela fusilatu. Modu berean 200 pertsona hil zituzten eta 7 apez fusilatuak izan ziren hain katolikoak ziren frankisten ganik. Zer nahi zurrumuru eta gezur kondatu zituzten Aitzolen gain Erromako eliz arduradunen aintzinean (Goma kardinalak gero Aita Saindu izanen zen Pacelliri). Euskal martirra bezela hiltzen Aitzol !!

Ramuntxo Camblong



Finances publiques locales : éclairage européen

Tous les ans, les experts du groupe DEXIA, qui d'ailleurs a été contraint d'arrêter ses activités bancaires sur fond de crise de la dette, établissent un baromètre du secteur public local. Celui-ci comporte systématiquement un volet européen. Ainsi, la dernière étude montre que l'année 2010 aura été une année de transition en France comme en Europe pour les finances locales.

2000 – 2010 : une décennie contrastée

Les 10 années écoulées font ressortir un bilan en demi-teinte. La première phase de la décennie s'est caractérisée par la croissance des budgets locaux européens, une progression favorisée par l'expansion économique, les processus de décentralisation ainsi que la demande toujours plus soutenue des populations en matière de services publics locaux. En 2008 et 2009, face aux chocs des crises financière, économique et sociale, les collectivités locales se sont fortement engagées dans des plans de relance. À partir de 2010, dans un contexte de timide reprise économique dans l'Union des 27, les gouvernements centraux ont adopté leurs premières mesures d'austérité, qui ont eu des effets immédiats sur le secteur local.

Baisse des recettes

Pour la première fois depuis 10 ans, les recettes locales ont diminué de 0,8% en volume, pour atteindre 1 602 milliards d'euros sur l'ensemble de l'UE, soit 13,1% du PIB et 29,7% des recettes publiques. Les recettes fiscales, provenant à la fois de la fiscalité propre des collectivités locales et des impôts nationaux partagés entre l'État et les collectivités, ont décliné.

Mais, c'est surtout, la baisse des dotations et des subventions qui est la plus marquante. En effet, jusqu'à présent, les transferts des États centraux aux collectivités locales avaient toujours connu une croissance régulière, supérieure même à celle du PIB. En outre, en 2008 et 2009, les États avaient intensifié leurs financements pour soutenir l'investissement local et les collectivités en difficultés. Contraints de réaliser des économies, nombre d'entre eux ont été conduits à geler (ex : France) ou à diminuer (ex : Italie, Espagne, Royaume-Uni...) leurs dotations aux collectivités locales.

Coup de frein sur les dépenses

Logiquement, les dépenses locales ont diminué. Ce coup d'arrêt ne concerne pas les dépenses sociales qui, au contraire, sont restées dynamiques en 2010. En effet, dans de nombreux pays, la crise sociale a perduré, se traduisant par l'augmentation du volume des prestations sociales. Plus structurellement, le vieillissement démographique, les besoins des populations et la décentralisation croissante de responsabilités sociales, tendent à tirer ces types de dépenses vers le haut.



Mario Draghi, président de la Banque Centrale Européenne

En réalité, la baisse des dépenses locales résulte de la diminution de plusieurs postes de dépenses et de la chute de l'investissement local. Ainsi, les frais de personnel ont diminué dans près de la moitié des pays, résultant des mesures de rigueur touchant la fonction publique locale : gel ou diminution des salaires, remplacement partiel des départs en retraite, non reconduction des contrats précaires et des emplois dits aidés... S'agissant de l'investissement, il s'est fortement contracté en 2010 : l'investissement direct notamment a chuté de plus de 7% alors qu'il avait été particulièrement stimulé en 2009 avec les plans de relance.

Conséquences de ces évolutions, le déficit public local a légèrement augmenté. Cependant, déficit et dette du secteur public local demeurent globalement maîtrisés, même si des situations plus tendues relèvent essentiellement de quelques configurations particulières, à l'instar de l'Espagne.

Et pour 2011 et 2012 ?

Ainsi, en 2010, le secteur public local européen a fait preuve, dans l'ensemble, d'une certaine capacité de réaction et d'adaptation à la nouvelle situation, mais jusqu'à quand ?

La détérioration des perspectives de croissance, le spectre d'une nouvelle crise financière et l'ampleur des ajustements budgétaires nécessaires à rétablir les équilibres, conduisent les gouvernements à durcir les mesures d'austérité.

Du côté des recettes, de nombreux États ont mis en œuvre ou annoncé le gel et la réduction des concours financiers aux collectivités locales. Parallèlement, plusieurs d'entre eux ont entrepris des réformes fiscales rognant les marges de manœuvre des collectivités.

En matière de dépenses, le secteur local est associé, de manière plus ou moins directe, aux programmes d'économies budgétaires et de réduction des coûts... allant pour certains pays (dont l'Italie, la Grèce et l'Espagne) à la disparition de services publics ou à leur privatisation.

Enfin, les réformes territoriales sont également accélérées. Après la Grèce en 2010, il est envisagé de réformer les provinces en Belgique et en Italie, et de supprimer les petites communes italiennes...

En définitive, la mise sous pression des budgets locaux devrait se renforcer dans les prochains mois !



L'Odace, un booster souletin (II et fin)

Voici en quelques données les actions menées par cette pépinière d'entreprises. Il s'agit d'un organisme souletin de soutien aux créateurs d'entreprises.

Pourquoi la Soule est en avance ?

Les Souletins n'ont pu faire face dans les années 70, à la crise du secteur de la chaussure. La mémoire collective retient essentiellement cela. Dans le monde du développement local ou rural, la Soule est pourtant devenue une référence. La Soule a surtout marqué ce monde du développement local par la mobilisation très forte de la province pour faire face à cette crise. Pays Basque 2010 ou Pays Basque 2020 n'ont rien inventé de nouveau. Les outils de soutien combinés à la culture d'entreprise ont permis un renouveau.

La Soule n'est plus associée à un seul secteur d'activité. Elle est devenue plurielle, grâce en partie à un outil comme l'Odace et à une culture



L'écusson de la Soule-Xiberoa

d'entreprise. Les entreprises ont fermé, mais, fort heureusement, des hommes et des femmes, entrepreneurs ou salariés ont su tourner une page et en ouvrir une autre, avec de nouveaux projets et une capacité à les réaliser.

Malgré son éloignement des centres de décision et d'activités, les Souletins, fiers de leur province ont su relever la tête, en créant des structures solides comme l'Odace.

L'Odace est une pépinière d'entreprises. Elle sert d'appui, d'aides aux nouveaux entrepreneurs, dans les domaines de l'artisanat, du commerce, de l'industrie ou des services...

Superficie de la pépinière d'entreprises : 800 m²

- 4 ateliers de 150 m²,
- 5 bureaux entre 12 et 20 m²,
- 1 salle de réunion (35 personnes),
- 1 cuisine,
- 1 sas d'accueil - espace bureautique,
- 1 cyberbase.

Des services concrets assurés par l'Odace

- Transfert de technologie avec différents partenaires (lycée technique de Soule et son BTS en microtechnique, écoles d'ingénieurs...)
- Permanences juridiques gratuites,
- Formations personnalisées (avec le concours de l'ADEPFO)
- Prestations gratuites ou payantes en bureautique
- Accompagnement par l'Odace
- Accueil des visiteurs
- Réception des messages téléphoniques en l'absence des entreprises, service de secrétariat
- Parrainage par des industriels
- Actions collectives entre entreprises permettant de mutualiser des dépenses
- Accès à Internet
- Accès libre à l'espace café et au coin cuisine
- Utilisation de la salle de réunion selon planification mensuelle
- Mise à disposition du mobilier de bureau
- Accès à des financements spécifiques (PFIL, clubs d'épargne, capital-risque...)

Services payants

- Services à la carte : 0,08 €/photocopie, tarif dégressif à partir de 100 photocopies.
- Services forfait mensuel : 8 h secrétariat, télécopies + forfait de 50 photocopies.
- Loyer : 5,34€/m²/mois pour les bureaux et 1,52€/m²/mois pour les ateliers

Environnement économique local

Une solide tradition industrielle en mécanique, caoutchouc, plastique, articles chaussants, textile, agroalimentaire...

Un cadre de vie de qualité propice au tourisme d'affaires (séminaires...).

Les entreprises logées

- L'atelier d'architecture (architecte D.P.L.G.) Tél. : 06 83 24 26 81
- Ekhi Electronic (câblage en électronique) Tél. : 05 59 19 16 01
- Sarl Fanli (confection, stylisme) Tél. : 05 59 38 66 60
- Sarl Elkar (bureau d'études et de développement industriel) Tél. : 05 59 19 14 29
- Viv Energie (bureau d'études spécialisé énergies renouvelables) Tél. : 05 59 28 39 04
- Menuiserie générale des Pyrénées (menuiserie, bois, alu, pvc) Tél. : 05 59 19 13 99
- EURL Mendiondo (carreleur) Tél. : 06 89 98 67 40
- EURL Rénov Maison (maçonnerie, rénovation) Tél. : 05 59 28 39 04



L'Europe au milieu du gué

En Histoire, on avance ou on recule. Une chose est sûre: rien ne reste en l'état (sans jeu de mot, quoique...) Ou les États européens vont à terme vers une Europe fédérale ou ils retournent vers les États totalement indépendants d'avant 1940. Quel sera alors leur politique? Dans le deuxième cas, sans union, chacun défendra ses intérêts de façon anarchique entouré d'États

concurrents avec lesquels il aura fait la guerre dans le passé. Bonjour l'ambiance ! Sans parler de risque de guerre (quoique l'ex-Yougoslavie devrait nous faire comprendre que ce n'est pas qu'un fantasme). Vous voyez la France, sans ses colonies (en dehors peut-être du Pays Basque et de la Corse) rivaliser au XXI^{ème} siècle avec la Chine, l'Inde, le Brésil, les États-Unis

d'Amérique ? Dans le premier cas, avec les États-Unis d'Europe, la France et les autres états (dont, nous l'espérons, Euskadi) feront partie de la plus riche entité politique de la planète. Tout ça en échange d'une perte importante mais relative de souveraineté. À bas les nationalismes du 19^{ème} siècle !



Accord EAJ-PNV Bildu à la Diputacion de Guipuzkoa

Ce lundi 12 décembre après une dure négociation la veille, l'Assemblée des Juntas du Gipuzkoa a assisté à l'accord intervenu entre Bildu et EAJ-PNV pour la présentation du Budget 2012. EAJ-PNV s'est engagé à retirer son amendement à la totalité du texte (ce qui signifiait qu'il fallait refaire le budget). En contre partie Bildu acceptait l'inclusion d'une somme de 10 millions d'€ pour aider les entreprises en cette conjoncture de crise (surtout en innovation). En plus l'Institution dirigée par Martin Garitano acceptait, comme l'avait demandé Markel Olano (EAJ-PNV), que le problème de l'incinérateur de Zubieta soit discuté pendant 6 mois par les membres de l'Assemblée et donc revu en juin. Olano a déclaré à la presse : « *Aujourd'hui nous sommes arrivés au point que nous voulions, réussir un accord. L'accord économique et celui sur les déchets ont été possibles après une négociation longue, dure et intense. Notre parti a établi un style d'opposition constructive qui demande beaucoup de travail et de négociation mais qui est positif.* »



Markel Olano, le leader de l'opposition jeltzale, à la diputacion du Gipuzkoa

M. Garitano qui présentait pour la première fois un budget a déclaré que l'accord était très important alors que beaucoup de familles souffrent de la crise. Nous changeons le modèle productif et économique du Gipuzkoa pas à pas. L'opposition maintient sa position contraire J. C. Cano (P. P.) irrité par l'accord intervenu, avertit EAJ-PNV de sa responsabilité et déclare que le discours de Garitano avait été court et vide. Rafaela Romero (PSE) déplore que les 2 réunions avec Bildu n'aient rien donné et félicite Garitano pour l'adoption du budget qui ne résout pas les problèmes du Gipuzkoa mais celui de Bildu. L'adoption définitive du budget se fera le 23 décembre.

Constitution de L'Eurorégion Aquitaine- Euskadi sans la Navarre

C'est à Vitoria-Gasteiz qu'est née le 12 décembre l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi. Ce sont les présidents Alain Rousset et Patxi Lopez qui ont signé le document donnant naissance à l'Eurorégion sous forme de Groupement européen de coopération territoriale (GECT). Il y a plus de 20 ans que les présidents Jean Tavernier (président RPR d'Aquitaine) et José Antonio Ardantza (président d'Euskadi pendant 14 ans) ont commencé ce travail. Lancé par Ardantza et Tavernier, il a été poursuivi chaque année par Ardantza puis Ibarretxe d'un côté, et Alain Rousset de l'autre. La Navarre n'en fait pas partie pour le moment mais la porte reste ouverte. Les locaux du nouvel organisme seront situés à Hendaye (zone des Joncaux) et un premier budget de 120 000€ a été mis en place (50% pour chaque entité). Alain Rousset en sera le premier président pendant 2 ans. C'est un outil qui permet de s'exprimer d'une seule voix et d'avoir plus de légitimité au niveau de l'Europe a déclaré Marc Moulin actuel Directeur du GECT.

Pour un abertzale ouvert ce n'est pas sans un pincement au cœur de voir un Zazpiak Bat (si la Navarre y adhère) noyé dans une structure plus grande (même au-delà de la Grande Navarre de Sanche le Grand) et sans euskara. Pour le moment, seul Udalbiltza-Udalbide, association d'élus municipaux des 3 territoires (Euskadi, Navarre, Iparralde) représente cet idéal (obsession d'EAJ-PNV dit Patxi Lopez). Malgré cela, cette Eurorégion est une avancée pour les Basques et pour L'Europe.

N.B. : J. A. Ardantza a publié un livre de mémoires très intéressant « Passion pour Euskadi ».

La ville de Bilbao deux fois récompensée en Europe

Une première fois elle a reçu le premier prix en tant que Ville la mieux gérée d'Europe. L'U. E. a voulu récompenser le modèle de son budget stratégique basé sur la rigueur et le sérieux. C'est dans la ville de Maastricht en Hollande que le prix a été remis à Ibon Areso et Andoni Aldekoa le 17 novembre.

Azkuna le Maire peut être fier de son travail et de ses collaborateurs !! La Ville était en compétition dans le domaine « prestation intelligente des services publics en période de crise ». Ont été présentés 300 projets par 50 villes. Les finalistes étaient la ville allemande de Mannheim, le cadre d'apprentissage digital NDLA de Norvège, le département d'Agriculture de Catalogne, et les Services de Santé d'Emilie-Romagne. Zorionak Bilbori Euskal Herri osoa oharatzen duzu !

Quelques jours plus tard un second premier prix lui a été donné pour la qualité des installations sportives.

Les interventions d'Ibarretxe

Elles ont été nombreuses ces 2 derniers mois :

- sur la parité homme-femme : un thème qui lui est cher, il a déclaré lors d'un séminaire : « S'il ne prend pas en compte la femme, l'homme perd beaucoup », le 5 Novembre
- « Ce sont les Députations qui dirigent en ce moment le pays de manière légitime » (26 novembre).

Il fait une analyse des résultats électoraux du 20 Novembre : ce dimanche en Catalogne et en Euskadi les citoyens ont majoritairement voté pour les nationalistes. Le pacte PP-PSE ne peut se maintenir longtemps. Il représente seulement 39% des basques. Comme le dit souvent Iñigo Urkullu le peuple sait que défendre l'identité basque, notre culture, notre capacité de décision, c'est aussi défendre notre économie et notre bien être.

- « Small is beautiful... and powerfull » = Txikia ederra da eta... indartsua (Berria abendoaren 11)

Ibarretxe démontre avec beaucoup de données statistiques du Pays Basque et d'Europe que le petit pays Basque fait jeu égal ou même dépasse les résultats des Pays Nordiques classés en tête de l'Europe.



Jose Angel Agirrebengoa : " des résultats encourageants "

Jose Angel Agirrebengoa, l'actuel président du Napar Buru Batzar d'EAJ-PNB a été un acteur important dans le succès de Geroa bai et l'élection d'Uxue Barkos. Il nous livre en particulier son point de vue sur ces élections inoubliables.

Quelles ont été vos motivations pour adhérer et occuper des responsabilités au sein d'EAJ-PNB, en Navarre ?

J'ai d'abord adhéré à EGI, le groupe des jeunes du PNB. J'adhérais évidemment aux valeurs et au projet défendus par ce mouvement.

Lors de la scission avec EA, quelle a été votre position ?

Cette rupture m'a décidé à adhérer à... EAJ-PNB Nafarroa. Il me semblait inconcevable de nous diviser sur un même espace électoral. Dès le départ, EA s'est défini comme un mouvement social démocrate pour se définir par rapport à notre Parti. Nous sommes avant tout un mouvement abertzale, ouvert aux idées progressistes. Exemple : le lehendakari Juan Jose Ibarretxe a institué le revenu minimum pour chaque personne.

Quels étaient vos objectifs de départ ?

Nous souhaitons au minimum maintenir le vote obtenu jusqu'à maintenant. Obtenir 42 000 voix et une députée a été pour nous extraordinaire.

Peut-on réduire le vote de Geroa Bai, à la personnalité charismatique d'Uxue Barkos ?

Il est certain qu'Uxue a eu un rôle prépondérant dans la réussite de notre collaboration. Malgré sa maladie, elle a eu un immense courage et de l'énergie pour mener une campagne très intense.

Ce fut une soirée électorale intense ?

Uxue Barkos a dépassé le candidat d'UPN, lorsque 97% des scrutins étaient dépouillés, avec 2 voix d'avance. Imaginez un peu l'ambiance à l'issue de plusieurs semaines de campagne !

Quelles sont les autres raisons ?

Notre coalition a bien fonctionné. EAJ-PNB a pris entre autres, une part importante dans le programme électoral, avec une série de propositions ambitieuses et réa-

listes, nos militants étaient très impliqués sur le terrain, notre structure, notre siège à Pampelune a permis de coordonner et de suivre les personnes présentes sur le terrain. Nous avons tenu 2 meetings par jour, avec 2 équipes et 2 équipements distincts. Les indépendants de Zabaltzen et le groupe de Atarrabia-Villaba ont reconnu positivement notre travail.



Jose Angel Agirrebengoa, président du Napar Buru Batzar

La dynamique créée autour de Think Gaur Nafarroa 2020 a-t-elle eu une influence ?

Beaucoup de nos propositions électorales sont des conséquences directes de la réflexion Think Gaur Nafarroa 2020. Des personnes actives durant cette campagne s'étaient rapprochées de nous à cette occasion. Ensuite, il est difficile de connaître l'influence ou non de Think Gaur dans le vote obtenu.

Quelle est votre analyse sur l'origine des votes obtenus ?

Nos électeurs habituels nous ont suivis. Ensuite, des Navarrais ouverts à la culture basque ont décidé de voter Geroa Bai. Juan Cruz Alli, l'ancien dirigeant de CDN m'avait assuré que dans son entourage, beaucoup avaient l'intention de voter pour nous. Il y a également de toute évidence un transfert de voix du PSN vers nous et des voix venus de l'abstention. Les socialistes paient leur entente avec UPN.

Que pensez-vous des résultats d'UPN-PP ?

Ils n'ont pas obtenu le résultat espéré. Ils s'effritent par rapport au score de 2008 et celui plus récent, cette année, des élections forales et municipales. L'addition des voix UPN et PP atteignait 43% des voix, contre 39% cette fois.

Nafarroa Bai a-t-il disparu ?

Il y a encore des groupes locaux sous cette dénomination, mais il est évident que nous sommes aujourd'hui dans une autre dynamique.

Comment vous qualifiez-vous par rapport à Amaiur ?

Nous sommes porteurs d'un nationalisme civique, non frontiste qui recherche avant tout la cohésion sociale. Notre modèle de pays, notre projet économique et social ont été proposés sur cette base. La politique "frontiste" ne fait que nourrir un autre pôle, celui d'UPN (Union del Pueblo Navarro) qui rejette la part euskaldun prépondérante de la Navarre.

Pourquoi EA et Aralar vous ont-ils quitté pour rejoindre Amaiur ?

EA a laissé la coalition et s'est présenté sous l'étiquette Bildu, à l'occasion des élections forales et des municipales. À cette occasion, Aralar n'a pas obtenu les résultats espérés et a rejoint à son tour la coalition de la gauche abertzale dénommée Amaiur. Ces deux formations sont issues de scission et sont dirigées ou fortement influencées par un dirigeant charismatique, Carlos Garaikoetxea pour EA et Patxi Zabaleta pour Aralar, tous les deux attirés par la gauche abertzale actuelle. Néanmoins, des personnes déçues par EA nous sont restées fidèles. Elles constituent l'essentiel du groupe Zabaltzen des indépendants et du groupe local d'Atarrabia-Villaba.

Quelles sont les différences les plus évidentes ?

Un exemple : Aralar avait pour priorité la création de l'emploi public, alors qu'il y a déjà 25 000 emplois publics dans la députation de Navarre, 5 000 fonctionnaires de l'État.



Interview de ETA (2) : Le

Dans cette seconde partie, Imanol Lizarralde poursuit son

L'avenir du processus de « paix »

Une fois connus les résultats des élections, influencées par le cessez-le-feu de ETA, il est intéressant de revenir à l'interview pré-électorale faite par GARA. L'organisation armée reconnaît que nous nous trouvons devant un processus qui ne présente aucune garantie et dont le futur est incertain : « *il n'existe aucun accord concret ni résolution visant le dépassement du conflit* ». Interrogés sur le fait de savoir si le processus actuel sera différent des précédents, les ETArras ajoutent à ce propos :

« Il est impossible de savoir ce qui va se passer cette fois-ci. La fin est encore à écrire. Les citoyens basques, et spécialement les membres de la gauche abertzale doivent avoir cela en tête. La tentation est grande de penser que tout est ficelé, que tout sera résolu par une table ronde. Non. Les citoyens doivent construire le processus, les membres de la gauche abertzale ont une grande responsabilité. Personne ne nous donnera quoi que ce soit. Il faudra que nous le gagnions, par le travail et par la lutte quotidienne ».

Nous nous trouvons ici face à deux des clefs de l'interview de ETA. D'un côté, la constatation de ce que la fin n'est pas écrite. De l'autre, le « *peuple doit être l'acteur. Le peuple seul peut garantir le développement du processus* ». C'est à dire que l'unique « garantie » du processus est l'action du « peuple ». L'unilatéralité du processus actuel (« la gauche abertzale a pris la décision de le lancer, de sa propre initiative ») a pour objectif « d'activer chaque fois plus de forces en faveur de la résolution juste et démocratique du conflit, jusqu'à, peu à peu, ébranler la stratégie de l'État ». Le succès du processus actuel dépend de la victoire du MLNV et de la défaite de son ennemi. C'est la raison pour laquelle ETA a annoncé la cessation de la lutte armée parce que, en ce moment, une telle lutte pourrait être un obstacle pour la victoire.

Le « peuple » dans la version marxiste

Quel est ce « peuple », ce sujet politique auquel ETA fait allusion, qui doit « ébranler » la « stratégie de l'État » ? Il ne s'agit évidemment pas de l'ensemble des opinions politiques qui existent à ce jour en Euskalerrria. Il y a une série de partis qui ne sont pas inclus : les partis constitutionnalistes (PSOE, PP, UPN...) ; mais le PNV n'est pas non plus inclus dans ce concept de « peuple ».



La Ertzaintza, la police du peuple basque

« La construction nationale a été faite par le peuple : dans la dynamique pour l'euskera, dans la culture, dans l'enseignement, dans la défense de la terre, dans la défense des droits des travailleurs... Le « auzolan » (le travail de proximité) a suppléé le manque d'engagement institutionnel. Plus encore, l'engagement populaire a dû faire face aux attaques dirigées à partir des institutions dirigées par le PNV. Il suffit de voir les dommages causés aux citoyens et aux citoyennes par le modèle néolibéral que ces institutions ont défendu. Euskal Herria a continué grâce à la citoyenneté et au mouvement populaire, et il en sera ainsi dans le futur ».

ETA, qui se définit comme étant une « organisation révolutionnaire », exclut le PNB du « peuple », puisque le « peuple », selon ETA, ce sont les forces qui, à partir des différents fronts de lutte (l'euskara, la culture, l'enseignement, l'écologie, les usines...) ont combattu et combattent encore les institutions, et ont maintenu une dynamique séparées de ces institutions. Et ETA est une

partie de ce « peuple » (« ETA n'est pas seulement constitué de membres qui la composent. ETA, avant tout, est le peuple ») parce qu'elle est l'organisation armée du MLNV. Un concept de « peuple » qui exclut la majorité politique des citoyens basques.

ETA étiquette le PNB de « modèle néolibéral », ce qui remplace la vieille étiquette de « modèle bourgeois », avec la ferme intention de le rendre responsable de l'actuelle crise économique. L'utilisation de l'idée d'auzolan rapporté aux forces et aux secteurs qui font partie de ce que ETA appelle « l'engagement populaire » est ici totalement trompeuse. Car le « auzolan » est un travail pacifique des voisins d'une communauté désireux de construire quelque chose de positif en collaborant entre eux. Alors que « l'engagement populaire » du MLNV suppose une négation et une lutte au moyen d'un processus d'activation et d'accumulation de forces, car le « peuple » est le bélier indispensable pour « ébranler » la muraille de l'État : « la clef se trouve dans le fait que progressivement davantage de citoyens et de citoyennes s'engagent en faveur de ces revendications, et la pression augmente ainsi ».

Je disais, dans mon premier article, que ETA dictait ce que devaient faire les autres groupes politiques et la société basque elle-même. ETA affirmait ainsi :

« Il n'existe aucun accord concret pour résoudre ou dépasser le conflit, mais commence à apparaître la suite des étapes que doit emprunter la solution, dessinant ainsi une espèce de feuille de route. Les étapes que chacune des parties doit réaliser sont fixées, et il faut avancer dans ce sens ». Quelles étapes précises doit réaliser, selon ETA, le « peuple », tel que le définit l'organisation armée ? ETA établit ce qu'elle appelle une « table de négociation politique » :



Le concept de « peuple »

analyse de l'interview donnée par ETA au quotidien GARA.

« Ce qui représente, dans cette table, la gauche abertzale dans son ensemble, ce sera l'unité populaire, principale référence politique de la gauche abertzale. Les forces favorables à l'Espagne et à la France devraient y participer, au moyen des représentants que ces partis ont en Euskal Herria ».

L'organisation armée ne mentionne même pas l'éventualité que les « forces favorables à l'Espagne et à la France » puissent refuser de siéger à cette table. C'est dans ce type de considérations que l'on remarque l'arrogance de ETA. De la même manière, ETA décide que les représentants de la « table des partis politiques » doivent aller dans une direction déterminée :

« La première étape est le processus de dialogue qui doit s'établir entre les agents politiques et sociaux basques. (...) L'objectif des négociations devrait être la signature d'un accord démocratique, qui reprenne une formule consensuelle reconnaissant Euskal Herria et son droit à décider. De cette façon, tous les projets politiques seront matérialisables, y compris l'indépendance. L'accord démocratique devra recevoir l'appui légitimateur de la citoyenneté basque, sous forme de consultation populaire. À partir de là, un processus de négociations devra s'ouvrir, négociations entre les Etats et une représentation des agents politiques et sociaux de Euskal Herria. Négociations non sur le contenu de l'accord, car cela n'est du ressort que des agents basques, des citoyens et des citoyennes basques ; l'objectif de ces négociations sera l'application de cet accord démocratique ».

Un chemin tracé à l'avance

ETA fixe une feuille de route de faits accomplis, dans laquelle le MLNV précise à chaque étape, la totale indépendance de la volonté des Basques reflétée dans les institutions. Il ne faut pas croire que ETA est le seul représentant du MLNV à vouloir dicter la politique aux autres forces. Iñaki Antigüedad, la tête de liste de Amaiur, fait la même chose quand il dit :



Des Eta-ras, à l'occasion d'un Aberri Eguna

« La déclaration d'Aiete affirme qu'une fois déclaré la fin de la lutte armée par ETA, il sera temps que les États espagnol et français ouvrent des négociations avec ETA pour fixer les conséquences ou les aspects techniques du conflit. Ensuite on parle d'accord entre les forces basques et de consultation. L'accord est – et j'insiste sur le fait qu'ils ne sont pas dans le bon ordre – le second cadre d'action d'Amair. Notre référence est Euskal Herria, et c'est en Euskal Herria qu'il faut fortifier ce chemin vers le souverainisme de gauche. Mais ce qu'Amair fera dans le cadre étatique espagnol peut aider également. Même si ce n'est que pour montrer l'incapacité innée de l'État à résoudre le problème basque ».

Nous voyons ici se dessiner la stratégie du MLNV. ETA fixe une route, avec ses hauts et ses bas ; de l'espoir et de l'enthousiasme que peuvent soulever la paix et l'autodétermination, jusqu'à la frustration que peut provoquer, à court ou moyen

terme, « l'incapacité innée de l'État à résoudre le problème basque ». La manipulation des sentiments populaires est au service d'une feuille de route fixée, dite « démocratie », dite « paix », censée représenter « la fin du conflit », la volonté des Basques... Y a-t-il une plus grande mise sous tutelle de la part de l'organisation armée que celle de fixer la route que les autres doivent emprunter ? Le titre de GARA, où l'organisation dit que « *Euskadi ta Askatasuna ne sera jamais une menace pour le processus de résolution politique* », est une preuve de la forme mensongère qu'utilise ETA pour éluder cette tutelle qu'elle prétend exercer. Et si les Etats et les forces espagnols et français ne veulent pas d'un « processus de résolution politique » ? Alors sera possible la menace de ETA ou d'un quelconque autre groupe armé. ETA conclut en demandant à son « peuple » davantage d'actions et d'avantage de sacrifices.

« On peut prévoir que l'État espagnol, conscient de sa faiblesse stratégique, tente, par tous les moyens possibles, de torpiller et de compromettre le processus politique. L'État ne sera pas un interlocuteur fiable ; il ne l'a jamais été, encore moins maintenant. Il est possible qu'à cause de cela, le processus soit bloqué. Il faudra répondre par des initiatives unilatérales, à des revendications souverainistes unilatérales. Aujourd'hui plus que jamais, le futur appartient au peuple ».

Ceci est une question qui entre dans la logique du processus actuel. Le « peuple » doit obtenir ce que ETA n'a pas réussi à faire avec sa lutte armée. De ce fait sa combativité et son dévouement doivent être bien plus grands. Il est même prévu que l'État bloque le processus. Peu importe. À partir du point de vue idéologique du MLNV, la lutte est un processus interminable. Et cette lutte n'est qu'une phase de plus sur le chemin de la lutte perpétuelle.



Le récit

« Le récit du conflit, il faudra le faire en même temps que nous cheminerons vers la résolution du conflit lui-même (...). Cependant, ceux qui veulent écrire maintenant le récit souhaitent abandonner à jamais le peuple basque dans sa situation de soumission actuelle ».

L'organisation armée prétend refuser l'écriture du récit dans la situation actuelle. Car elle considère que ceux qui veulent le faire, « veulent faire de ETA l'origine du problème, contre toute logique ». ETA affirme qu'il faut repousser l'écriture de cette narration au moment de « la résolution du conflit lui-même ». Car, comme elle le dit par ailleurs, le conflit ne cesse pas avec la fin de la lutte armée. L'organisation armée prétend ici englober et confondre le conflit basque, en effet antérieur à la naissance de ETA, avec sa propre trajectoire. Elle prétend, de plus, effacer de la mémoire collective les conséquences négatives de son action politico-militaire. ETA veut que nous regardions l'avenir, non réalisé, de la « constitution de l'État basque ». Sous une couverture nationale, ETA fait appel au mythe révolutionnaire. Mythe révolutionnaire qui consiste à regarder l'avenir en faisant abstraction du passé et du présent, comme si notre devenir humain n'était pas tracé par les pas qui nous ont amenés au sentier que nous empruntons. Le « sujet » ou organisation collective qui tient dans ses mains ce futur, est ce que ETA appelle « le Peuple » qui, comme nous l'avons dit, est constitué par l'axe des alliances politiques et des organisations sociales du MLNV, ou attachées à lui.



Tous les abertzales unis, lors de Lizarra-Garazi, à la fin des années 90.

Il est tout à fait typique de l'usage dialectique de la réalité que fait ETA, d'affirmer, d'un côté, que « le récit » est encore à écrire (pour autant que les objectifs stratégiques du MLNV soient atteints), et d'un autre côté apporter en même temps un récit de son histoire, et de l'histoire récente du Pays Basque. Nous devons le comprendre selon cette clé : le récit est un instrument de lutte, et il est véridique, selon ETA, pour autant qu'il serve à atteindre les objectifs de l'organisation. En ce qui concerne le moment actuel, l'organisation armée nous précise :

« Nous ne sommes pas dans la seconde ou la troisième année de la stratégie politique, mais dans sa 52^{ème} année (...). Cette perspective est fondamentale dans la réflexion de la gauche abertzale, afin de se rappeler d'où nous venons et vers où nous nous dirigeons (...). Il faut dire clairement que ETA n'a jamais été un simple groupe armé de nature politique, mais une organisation politique qui, à un certain moment historique, a décidé de pratiquer la lutte armée ».

Cette nuance est, sans aucun doute, nécessaire, car elle nous met sur la piste des caractéristiques de ce processus, et de la réflexion qui l'a facilité. C'est la naissance même de ETA qui ouvre l'année 1 de la « stratégie politique » du MLNV. ETA n'a jamais rien fait d'autre, jusqu'à maintenant, que de la politique, bien que ce soit les armes à la main. La fin de la lutte armée fait partie de la stratégie d'une organisation politico-militaire ayant plus de 30 ans d'activité. N'oublions pas que ETA, comme toute organisation armée révolutionnaire, considère que la politique et la guerre sont

des aspects différents de la même chose. La fin de la lutte armée fait partie de la guerre avec d'autres moyens. Nous le voyons ainsi dans le langage belliqueux employé par ETA quand elle parle de « confrontation avec l'Etat », ou de « ébranler » la muraille de l'État. Les moyens politiques non armés utilisés ne doivent pas nous tromper sur cette réalité de guerre contre l'ennemi ou les ennemis que le MLNV combat en ce moment.

Il était inévitable que l'organisation armée fasse un bilan de sa trajectoire. Face à l'affirmation du journaliste de GARA suivant laquelle « le PNV dit que ETA est une erreur depuis sa naissance », le représentant de ETA répond que « très peu de personnes voient une erreur dans la naissance de ETA ». Il dit ensuite que l'organisation armée « a donné une grande impulsion au réveil politique, social et culturel ». C'est dans le même ton que s'exprime le journaliste Martxelo Otamendi dans son article Euskal Herriak ETArri zor dionaz (Ce que Euskal Herri doit à ETA) : « Cette phrase, à la mode en ce moment « Euskal Herria ne doit rien à ETA », Urkullu l'a récupérée des propos de Imaz et d'Egibar ».

Quel a été l'apport de ETA à Euskal Herria ? Examinons les raisons du journaliste. Otamendi dit que ETA a été créée en 1959 par « Txillardegui, Benito del Valle, Julen Madariaga et quelques autres ». Une telle affirmation est incertaine en pratique, car ETA n'a pas commencé à exercer la lutte armée jusqu'en 1968, et l'a fait après la V^{ème} Assemblée. Assemblée qui, de façon paradoxale, a exclu la majorité des fondateurs du sigle ETA, Txillardegui, Benito del Valle Imaz Garay... pour la simple raison qu'ils s'étaient exprimés en avril 1967, disant que ETA « s'était convertie exclusivement en un parti marxiste-léniniste ». Les socialistes humanistes créateurs du sigle ETA ont abandonné le bateau avant qu'il ne prenne le cap armé que nous lui connaissons.



Cependant, Otamendi affirme que :

« À partir de ETA, et dans certains cas comme sa conséquence, a surgi dans notre pays la nouvelle chanson, se sont rénovés la littérature, le théâtre, la conscience nationale, la revendication des travailleurs, les ikastolas, l'euskaldunisation et l'alphabétisation... Ce serait aussi faux de dire que cette renaissance ne doit rien à ETA, que de dire que ETA l'a créée. Les deux affirmations sont fausses. Mais il serait difficile de nier que la naissance de ETA et l'espoir et le courage qu'elle a créés ont poussé bien des gens à avoir conscience et à commencer à travailler. Chacun sur son terrain. Ce fut un agent indirect, et tout ce processus aurait été retardé sans ETA ».

Otamendi prétend lier le fait chronologique de ETA à d'autres phénomènes qui se sont déroulés en même temps. Ce qui est certain c'est que le groupe de chanteurs basques le plus important créé à cette époque-là, Ez Dok Hamairu, ne devait rien à ETA, et beaucoup de ses membres



Fin de la violence d'ETA ?

étaient franchement contre l'organisation armée ; que les ikastolas ont surgi avant et hors du cadre de ETA (bien que, très vite, les éléments pro-ETA ont insufflé à l'intérieur une lutte entre Basques que nous connaissons toujours), la littérature basque d'alors était politiquement plus plurielle que maintenant, etc. Il est vrai que les membres de ETA constituaient un élément tellurique qui, à l'époque du franquisme finissant, suscitait beaucoup de sympathies.

Une telle lune de miel s'est estompée quand ETAm et ETApM ont fait irruption dans la transition démocratique, avec la plus grande campagne d'assassinats de toute son histoire. Il est vrai que le MLNV s'est emparé de multiples aspects de la culture basque, par exemple le bertsolarisme. Mais personne qui ait connu les historiques Uztapide, Lazkao-Txiki, Basarri, etc, ne pourra jamais les confondre avec bien des jeunes uniformisés, fanatisés et idéologisés qui, aujourd'hui, chantent sur les places. ETA a su créer une rupture à l'intérieur des familles, à l'intérieur des ikastolas, à l'intérieur de l'Église, à l'intérieur de la culture basque. Elle a su développer le conflit à l'intérieur de toutes les réalités sociales et politiques. Elle était fidèle à l'adage bolchevik suivant lequel la meilleure guerre, bien qu'elle se fasse en principe contre l'ennemi, est la guerre civile. Car dans la lutte de frère à frère se révèle la mise en pratique de la vraie conscience révolutionnaire.

Imanol Lizarralde



Garaztazaile garaztatua

Gertatu zen duela gutxi frantziar telebistan. Espaniari buruzko eztabaidan. Platoan, gai honetako frantziar aditu batzuk, bai eta ere "español" bat. Bapatean aurkezleak Kataluinako erkidegoa aipatzen du eta berehala gure frantziar adituen eraso. Egiatzko halali bat. Denok badakigu Katalanak, Euskaldunak bezala, hertsia direla, xenofoboak, abantxu arrazistak. Iritzi hori politikoki zuzena delakoan, « aditu » horiek guziek bat egin zuten erraiteko español batentzat Katalunian ez dela posible librokiz bizitzea. Platoko « española »-ri

begiratzen zioten dena irribarrez, seguriz hura berenganatuko zutelakoan. Zorionak itxaroten zuten harengandik. Eta horra non gure « española »-k hitza hartzen baitzuen lasaiki erraiteko : « Ez, ez. Katalanak biziki irekiak izaten dira. Ez da katalan jendartea baino jendarerik irekiagorik. Ni, sortzez espainiola naiz, Katalunian bizi eta erraten ahal dut osoki senditzen dudala Katalana nire burua orain. » Harridura platoan. Unetxo bat isiltasun eta laster iragan dira beste gai batera, konsentsuagora. Bidenabar, gehi nezake

zein herritan dago, azken hogeita hamar urte hauetan, alderdi politiko bat xenofobo, abantxu ala egiazki arrazista, lehendakartzako hauteskundeetako bigarren itzulian izan zena ehuneko 18 pasarekin? Katalunian ? Euskal herrian ? Ez, Frantzian. Baina erraza da Estaturik gabeko nazio txikien zikintzea. Gure espainiol katalunertuak ez dio holakorik erran. Sobera ongi ikasia zelako, gizabidetsuegia. Garaztazaile garaztatua.



Alsace : vers une collectivité unique

L'Alsace, plus petite région de France et siège d'une grande partie des institutions européennes, montre l'exemple, une fois de plus pourrait-on dire. Par un vote solennel, le 1^{er} décembre dernier, les élus des deux conseils généraux et du conseil régional, réunis en "congrès", ont pris un engagement : en 2014, les trois collectivités alsaciennes n'en formeront plus qu'une.

La résolution a été adoptée à une très large majorité, de 101 voix pour et seulement 19 abstentions et 1 voix contre. Par la même occasion, les élus alsaciens s'engagent à consulter la population par referendum sur la création d'une assemblée unique qui prendra le nom de "Conseil d'Alsace".



Le résultat d'un large consensus

Ce vote est le résultat d'un long processus de rapprochement entre les trois institutions et d'une lente convergence entre forces politiques locales. Le projet de collectivité unique est donc le fruit d'une initiative des élus, et il faut bien le dire, de la volonté de quelques leaders courageux, soutenus par la population et par les milieux économiques.

Philippe Richert, président (UMP) du conseil régional d'Alsace et actuel ministre des collectivités territoriales, préparait son "coup" depuis plusieurs mois. Nous nous étions fait l'écho, dans LEMA, de son effort pour intégrer dans la loi du 16 décembre 2010 portant réforme territoriale – si contestée par ailleurs – la possibilité de "fusions" de collectivités, préparant en cela l'exception alsacienne. Nos amis du parti autonomiste alsacien "Unser Land", invités à l'Alderdi Eguna cette année, nous avaient d'ailleurs amplement informé du processus en cours...

Une méthode volontariste

La méthode suivie est intéressante à bien des égards : pour ne pas enliser dès le départ l'initiative, les trois exécutifs se sont mis d'accord sur une déclaration commune intitulée "Vers une nouvelle collectivité : le conseil d'Alsace. Unité, efficacité et proximité pour l'Alsace". Une partie de l'opposition socialiste et écologiste demandaient la constitution d'un groupe projet. Les promoteurs de la collectivité unique ont promis de mettre en place ce comité après le "congrès" pour travailler à la déclinaison précise de la nouvelle institution. Seront donc associés à la démarche, de façon active, des élus des trois assemblées, des socioprofessionnels du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser), des parlementaires, des représentants des agglomérations et des associations de maires. C'est à ce prix qu'une partie des socialistes et la majorité des écologistes ont mêlé leurs voix à celles de l'UMP et des centristes.

On ne peut s'empêcher de penser que Philippe Richert et ses collègues UMP ont du obtenir quelques "garanties" de la part du Gouvernement, et sans doute aussi de l'Élysée. En tout cas, le ministre-président a résumé la situation à l'issue du vote du "congrès" du 1^{er} décembre : "L'Alsace a toujours été un terreau de la décentralisation. Nous devons nous appuyer sur notre fort attachement à l'identité alsacienne pour faire un pas de plus que les autres régions".

Les contours de la future collectivité unique d'Alsace

La Déclaration commune plante le décor de l'évolution institutionnelle alsacienne : "Nous initiions une réforme sans précédent des institutions et des modes de gouvernance en Alsace. Depuis longtemps, les Alsaciens sont attachés à la décentralisation. En instituant cette collectivité nou-

velle, nous donnons à nos territoires une longueur d'avance sur le reste du pays. Nous affirmons ainsi le caractère précurseur et pionnier de l'Alsace en matière de décentralisation et d'organisation des pouvoirs locaux. Les trois présidents poursuivent : "Instituer le Conseil d'Alsace, c'est choisir l'action collective, en adaptant notre organisation territoriale aux évolutions actuelles et en anticipant le monde de demain. Instituer le Conseil d'Alsace, c'est accepter de relever ensemble les grands défis qui se présentent à nous. C'est avoir de l'audace pour l'Alsace et pour tous les Alsaciens. Nous voulons mettre l'Alsace en mouvement et le faire ensemble."



Philippe Richert, président du CR d'Alsace et Ministre des Collectivités territoriales

Les prometteurs de cette révolution institutionnelle inscrivent leur projet dans le réalisme économique et l'identité alsacienne, ainsi que par appartenance de l'Alsace à l'espace rhénan et à l'Europe.

Une nouvelle gouvernance territoriale et institutionnelle

La Déclaration commune ouvre la voie à une nouvelle gouvernance pour l'Alsace, autour d'une collectivité unique, résultant de la fusion des deux départements et de la région, articulée autour d'une assemblée unique, et le maintien en son sein des "conseils de territoire" (à l'échelle des actuels départements, ou sur d'autres périmètres, mais sans personnalité juridique). Ces "conseils de territoire" pourraient disposer de délégations opérationnelles pour



la mise en oeuvre de certaines politiques locales, au nom de la subsidiarité. Car le Conseil d'Alsace doit assurer avant tout l'harmonie et l'équilibre de ses pays et agglomérations.

L'organisation de la nouvelle collectivité sera multipolaire, afin de conserver l'équilibre entre Colmar et Strasbourg, fruit d'âpres négociations... L'assemblée unique et le pouvoir exécutif pourraient se répartir entre les deux grandes agglomérations alsaciennes.

La Déclaration commune pose le principe de l'élection des conseillers territoriaux suivant un mode de scrutin mixte, pour partie uninominal et pour partie proportionnel, afin d'assurer à la fois pluralisme de l'assemblée et stabilité de son exécutif. Ce point était d'ailleurs une condition du ralliement d'Europe Ecologie Les Verts et des centristes.

Le pouvoir exécutif sera collégial, même si le détail de son organisation est renvoyé aux travaux ultérieurs, les auteurs de la Déclaration évoquant soit un modèle à l'allemande (type "gouvernement local"), soit le modèle actuel (type président-exécutif), soit encore un modèle sui-generis autorisé par l'article 72 de la Constitution.

De nouvelles compétences, grâce à l'expérimentation

La Déclaration commune insiste sur la fusion des compétences actuelles des trois collectivités, et plus particulièrement sur les compétences propres des départements et

de la région : *"La loi portant création de la collectivité unique donne au Conseil d'Alsace toutes les compétences actuelles du Conseil Régional et des deux Conseils Généraux, ainsi que des compétences nouvelles attendues dans le cadre du Projet pour l'Alsace, de même que celles éventuellement accordées par d'autres lois au fur et à mesure des évolutions institutionnelles"*.

Le caractère innovant du projet alsacien est bien entendu la volonté de ses promoteurs d'aller au-delà de ces compétences "basiques", dévolues de façon uniforme à tous les départements et toutes les régions métropolitaines : *"La nouvelle collectivité doit se voir confier des compétences plus larges que celles exercées jusqu'à ce jour par la Région et les deux Départements. Notre ambition doit être forte dans un objectif d'agir plus efficacement avec des moyens renforcés."*

Pour renforcer la capacité d'initiative régionale, les trois présidents demandent des transferts de compétences notamment réglementaires de l'État vers le Conseil d'Alsace : en matière d'éducation, notamment pour la maîtrise de l'enseignement de l'allemand (appui au dialecte alsacien et bilinguisme), d'orientation des élèves à travers un "service public régional de l'orientation"...

La totalité du réseau routier alsacien pourrait entrer dans le giron du Conseil d'Alsace. Et elle pourrait obtenir des compétences réglementaires en droit du travail pour gagner en compétitivité face aux voisins allemands ou suisses.

Par sa situation au coeur de l'espace rhénan et européen, l'Alsace insiste sur ses besoins dans les domaines de la coopération transfrontalière et trinationale (franco-germano-helvétique).

La Déclaration commune vise tout particulièrement l'équipement et les infrastructures routières et portuaires transfrontalières (sur le Rhin), la coopération inter-universitaire...

Les trois collectivités actuelles fusionneraient par ailleurs certaines de leurs agences, comme celle du développement économique ou du tourisme.

Un chemin encore long



Par le vote historique du 1^{er} décembre 2011, c'est une étape importante et symbolique que vient de franchir l'Alsace. Le succès de cette démarche dépend encore de plusieurs facteurs dont certains échappent aux alsaciens eux-mêmes, notamment l'orientation de la future majorité présidentielle en mai 2012. Mais les Alsaciens doivent surtout travailler entre eux, comme ils savent le faire, pour avancer vers un projet partagé, volontariste et exemplaire, avec comme horizon les élections territoriales de 2014. L'enjeu est à la hauteur du modèle alsacien, tant vanté partout en France !

Par Manu

L'exemple alsacien valide le projet de Collectivité territoriale Pays Basque porté par EAJ-PNB

EAJ-PNB se félicite du vote du "congrès" des élus alsaciens. Le choix d'une collectivité unique, fusionnant département et région sur le territoire alsacien, conforte la voie suivie depuis trois ans par notre parti avec son projet de Collectivité territoriale Pays Basque. Le projet alsacien reprend les "fondamentaux" du projet de CTPB : nouveaux transferts de compétence, expérimentation par voie réglementaire, notamment en matière linguistique, de logement, de coopération transfrontalière... Mais aussi "nouvelle gouvernance" territoriale pour articuler au mieux démocratie locale, stabilité institutionnelle et efficacité politique. L'exemple alsacien, dans sa méthode, son contenu et son volontarisme valide l'engagement de EAJ-PNB pour une Collectivité territoriale Pays Basque, concrète et réaliste. A nous de faire partager ce projet institutionnel en Iparralde...



Retrouver notre mémoire navarraise

Royaume indépendant du VIII^{ème} au XVI^{ème} siècle, la Navarre a eu une histoire riche avant d'être démembrée par l'Espagne et la France. En 2012, seront d'ailleurs commémorés les 500 ans de cette annexion à l'Espagne.

La Navarre, c'est pour beaucoup de Basques, la province mythique et un peu celle de leurs origines. Tout simplement parce que c'est sous son nom, le royaume de Navarre, que les Basques ont été une fois unis dans leur histoire. C'était au XI^{ème} siècle et la Navarre englobait même des territoires qui ne font pas partie des 7 provinces actuelles.

La naissance du Royaume

Mais revenons au commencement. L'histoire a retenu un nom, celui du son premier roi (Eneko Arista) et une date, celle de la fameuse bataille de Roncevaux (778).

Les armées franques de passage pour aller combattre les musulmans installés dans la péninsule ibérique rasent les murailles de Pampelune. En représailles, les Basques alliés aux musulmans, taillent en pièce l'arrière garde de l'armée franque. La chanson de Roland en atteste avec une vision très légendée...

Dans cette période troublée où les royaumes chrétiens du nord tentent de repousser les musulmans, le royaume de Pampelune garantit sa survie grâce à une politique équilibrée d'alliances et de... mariages.

Au XIII^{ème} siècle, la Navarre connaîtra l'un de ses souverains les plus importants: Sancho VII le fort. Un roi qui en imposait par sa taille (2m20 !) mais aussi par sa bravoure. C'est à lui que la Navarre doit son blason actuel: les chaînes de Navarre. La légende veut que lors de la bataille de Las navas de Tolosa contre les musulmans, Sancho VII se soit emparé du diadème qui ornait le turban de l'émir ennemi. Diadème que l'on retrouve au centre des armoiries de la Navarre.

Guerre contre les musulmans

Mais ce triomphe face aux musulmans signe l'arrêt de mort de la Navarre. Ses voisins, dont la Castille prennent de l'ampleur alors que des problèmes de succession s'annoncent en Navarre. Sancho VII meurt sans héritier et c'est son neveu Thibaud de Champagne qui hérite du trône. Commence alors le lent déclin de la monarchie navarraise, malgré l'épisode glorieux de Charles III le bon qui met fin à l'anarchie entre les quartiers de Pampelune. Sa fille Blanca se marie avec le roi d'Aragon mais Charles III prend la précaution de désigner successeur son petits fils. Ainsi, la Navarre restera indépendante. Mais Carlos prince de Viana ne s'entend pas avec sa soeur Léonor qui a épousé Gaston de Foix - Béarn. Et pendant un siècle, le royaume est déchiré entre les factions (les Luxe et les Gramont) qui soutiennent chacun un prétendant. En sous main, les royaumes de Castille et de France tirent les ficelles.

Et la conclusion logique s'impose d'elle même : en 1512, Ferdinand le catholique roi de Castille envahit la Navarre. La dernière grande bataille eu lieu à Noain en 1521 et les chevaliers navarrais survivants se réfugient à Amaiur où ils seront anéantis en 1522. Un spectacle réalisé par Pier Pol Berzaitz à Amaiur et à Mauléon l'été prochain, reviendra d'ailleurs sur ces dernières heures de la Navarre.

Le roi de Navarre se réfugie dans la "tierra de ultrapuertos" (l'actuelle Basse Navarre qui ne prendra ce nom qu'au XIX^{ème} siècle !) et établit sa capitale à St Palais. Son descendant Henri III de Navarre deviendra roi de France sous le nom d'Henri IV et arrimera son petit état à la couronne française. Et son fils Louis XIII mettra fin au petit royaume avec l'édit d'union de 1620, incluant la Navarre à la France.

La merindad de Ultra Puertos

Mais il subistera, au moins dans la forme, jusqu'en 1789, car Louis XVI était "roi de France et de Navarre".

Puis vint la période révolutionnaire. Alors que les manuels d'histoire français parlent d'une formidable avancée démocratique, les États généraux de Navarre ne le voient pas du tout comme cela. Ses représentants aux États généraux à Paris refusent l'abolition des privilèges qui est synonyme de disparition de toutes les libertés locales (gestion commune des terres, droit de regard sur l'impôt, parlements locaux...). À partir du 4 août 1789, la Basse Navarre n'est plus qu'une partie du département des Basses Pyrénées et est rentrée dans le droit commun français. C'est-à-dire qu'elle a tout perdu en terme d'autonomie et de droit local.

En 1837, sous Louis Philippe, elle retrouvera un peu de son autonomie de gestion grâce à la création des commissions syndicales. Elles officialiseront un état de fait commun aux provinces basques: la gestion collective des terres.

Ce texte est un petit résumé de la conférence donnée par Philippe Mayté à l'invitation du biltzar de Baxe Nafarroa - Xiberoa. Jeune professeur d'histoire originaire de Garazi, Philippe Mayté est passionné par l'histoire de sa province et aime la faire partager.

Pour la découvrir, vous pourrez lire les ouvrages suivants :

- "La Navarre, la trame de l'histoire" de Bixente Serrano Hizko
- "Le royaume de Navarre" de Béatrice Leroy
- "Histoire générale du Pays basque" de Manex Goihenetxe





Aterabideen Alderdia

Krisialdi ekonomikoa, langabezia, bakea eraikitzea eta estatus berria, Josu Erkorekak inbestidurako hitz egitean ezarri dituen ardatzak . Josu Erkoreka EAJ-PNVren Euzko Abertzaleak taldearen bozeramaileak “krisialdi ekonomikoa eta langabezia” jo ditu “arduradun publikoek aurrean ditugun erronka nagusiak”. Mariano Rajoiri esan dienez, erronka hauetarako “ez da nahikoa izango Ganberako gehiengo absolutua kontrolatzea”.

Josu Erkorekak Mariano Rajoiri adierazi dio “oso kezkatuta” dagoela krisialdi ekonomikoaren aitzakiaz “Estatu autonomikoa berdinarazi nahi duela eta boterea birzentralizatzea bilatzen dela” egiaztatzeagatik. Zehatzago esan duenez “gaurko diskurtsoarekin gure susmorik txarrenak egiaztatu egin zaizkigu”, Mariano Rajoyk azaldu duen egitasmoan “planteamendu guztiz hedakorak” egin ditu autonomiei transferitutako eskumenen gainetik igarotzeari dagokionez. Josu Erkoreka “oso kezkatuta” agertu da, Gobernuko Presidenteak Merkel eta Sarkozy inposatutako aurrekontu-diziplinagatik duen “obsesio tematua”rekin hartuko duen jarreraren inguruan, “egokitzapenak baino ez zaizkio interesatzen” eta “inoiz ez hazkundera, eta hori da gure ustez behar dena”.

Bakearen eraikuntza

Josu Erkoreka “harrিতuta” agertu da Mariano Rajoyk bere lehen, hitz egitean ez duelako Euskadin ETaren jarduera armatuaren behin betiko amaieraren ostean sortu den egoera aipatu, eta prozesua gestioatzeko orduan “ausardia” izan dezala eskatu dio.

Diskrezio handiz lan egitea eskatu dio, eta “arriskuak onar ditzala”, “konpromisoa har dezala” eta “eskuzabaltasunez eta Estatu zentzuz” jardun dezala “bortxakeriatik

demokraziarako trantsizioari ekiteko”; eta argi izan dezala “gertaera politikoak ez direla berdin bizi eta interpretatzen Ebro ibaiaren iparraldean eta hegoaldean”.

Josu Erkorekak Mariano Rajoyri esan dienez “ezinbestekoa da, denon artean, topaketa, elkarrizketa eta akordio prozesu zabala eragitea”, “eta hori “ez da gehiengo absolutuak inposatuta konponduko, baizik eta konplizitatea ehunduaz eta adostasunak landuaz”.

Euskal bozeramaileak Gobernuko Presidenteari eskatu dio “behin betiko bake atzera ezina” eraikitzeke lana egitea, “bortxakeriari uko egin zaiola egiaztatzea” eta “osoko lehentasuna ematea biktimak aitortzeari eta babesteari”.

Salbuespen neurrien amaiera

Zentzu honetan, Josu Erkorekak uste du “salbuespen egoerari balazta jartzeko unea iritsi dela eta espetxe politika irekiagoa, dinamikoagoa eta malguagoa” ezartzeko, “legezkotasuna murriztu gabe, kartzelartuen egoera normalizatzen eta bakea ezartzen lagun dezala”.

Halaber, Josu Erkorekak azaldu duenez “ez litzateke ezer berririk izango”, hori bera egin baitzen PP Gobernuan zegoela,

Ganbera honetan 1998 eta 1999 urteetan aho batez onartu ziren mozioen bidez”.

Estatus politiko berria



Josu Erkoreka, le leader du groupe jeltzale, aux Cortes, à Madrid.

Amaitzeko, Josu Erkorekak bere hitz egitean aipatu du EAJ-PNVk “Gernikako Estatutua” osorik betetzeko duen konpromisoa- garapenari puntu batzuk falta baitzaizkio. “Baina horrekin batera, Euskadirentzako estatus politiko berria lortzea”, eta estatus berri hau” euskal hiritarren artean diseinatu eta adostu beharko da Ganbera honetan eztabaidatu baino lehen, eta gizarte galdeketa amaituko den prozedura jarraitu beharko du”.

Irakurgai / À lire : <http://www.eaj-pnv.eu>



LE LIVRE DU MOIS : « La prison doit changer, la prison va changer »... Avait-il dit Véronique VASSEUR & Gabriel MOUESCA

Plus de dix ans après le livre « coup de poing » de Véronique Vasseur dénonçant la vie quotidienne dans les geôles de la République, et malgré les commissions d'enquête parlementaires qui ont suivi sa parution, la prison reste cet archaïsme barbare qui prive la personne incarcérée de ses droits élémentaires. « La prison doit changer, la prison va changer ! », avait dit Nicolas Sarkozy, à l'issue de sa visite à la prison pour femmes de Rennes, le 22 janvier 2007. La loi pénitentiaire votée en 2009 n'a pourtant pas tourné le dos à l'arbitraire carcéral. Comment en est-on arrivé là ?

C'est la question posée à Véronique Vasseur et « Gabi » Mouesca, ex-prisonnier basque. Leur réponse retrace les étapes de l'un des renoncements politiques les plus consternants de l'époque contemporaine. Ce regard croisé donne un éclairage inédit sur le scandale des prisons françaises et rappelle la nécessité de faire de la réinsertion des prisonniers l'axe central d'une politique pénale enfin digne de la patrie des droits de l'homme.

Aux Éditions Flammarion



Marie Andrée Saint Esteben : " des élections démocratiques "

Marie Andrée Saint Esteben, présidente de l'Assemblée territoriale d'Iparalde explique le processus de renouvellement des postes de direction d'EAJ-PNB. Il s'agit d'un processus long parce qu'il est démocratique.



Actuellement, les militants d'EAJ-PNB votent pour élire leur nouvelle direction.

Quels sont les postes à renouveler ?

Pour comprendre le fonctionnement d'EAJ-PNB, il est important de connaître les principes généraux de son organisation. L'article 18 des Statuts Nationaux explique : « L'Euzko Alderdi Jeltzalea- Parti Nationaliste Basque est un Parti Unique qui :

- S'organise comme un parti d'assemblées, qui concourt à la participation réelle de ses affiliés/es dans la prise de décision et dans l'exercice des fonctions propres à un parti politique,
- Garantit à chaque instant le respect du domaine de compétence de prise de décision qui correspond aux organisations de niveau municipal (biltzar municipaux) et territorial (Assemblées Territoriales d'Iparalde, Bizkaia, Araba, Nafarra, Gipuzkoa),
- Structure ses organes internes grâce à la séparation des pouvoirs ou des fonctions,
- Organise ses pouvoirs exécutifs en direction collégiale,
- Assure les principes de séparation des responsabilités internes et externes, le non-cumul des pouvoirs et la séparation des rôles entre celui qui contrôle et celui qui doit être contrôlé,
- Reconnaît que les organes compétents pour la désignation d'un élu interne ou public ont le pouvoir de révoquer à tout moment cette élection. ».

Ces principes généraux guident le processus de renouvellement des charges internes. Les postes à renouveler sont les suivants :

- Présidence de l'Euzkadi Buru Batzar (EBB)
- EBB : 8 membres
- Commission de Garanties et Contrôle (CNGC): 5 membres
- Tribunal National de Justice (TNJ) : 5 membres.

Comment se déroule cette élection ?

Elle se déroule en plusieurs étapes, tous les 4 ans, selon la chronologie suivante:

- Désignation des candidats aux différents postes à renouveler : les alderdikide désignent dans leur biltzar les candidats qu'ils souhaitent voir élus, aux divers postes.
- Contrôle par la Commission de Garanties et Contrôle de la validité des candidatures remontant des biltzar, notamment quant aux éventuelles incompatibilités. Les candidats désignés ne souhaitant pas exercer de charges internes en font part à la CNGC.

La CNGC établit alors une liste exhaustive des candidats désignés pour chaque poste à pourvoir.

- Vote en biltzar selon les listes établies par la CNGC.
- Les délégués des biltzar votent ensuite en Assemblée Territoriale. Ils ont un mandat impératif de leur biltzar. Ce mandat représente la traduction exacte de la volonté de leur biltzar, lors du premier scrutin.
- Les délégués du Territoire à L'Assemblée Nationale Les délégués à L'Assemblée Nationale votent ensuite pour les membres de l'EBB, de la CNGC et du TNJ, selon le mandat impératif donné par l'Assemblée Territoriale à laquelle ils appartiennent. Le Président de l'EBB est élu lors de l'Assemblée Générale par les délégués à l'Assemblée Nationale et les représentants de chaque biltzar. votent ensuite selon le mandat impératif donné par l'Assemblée Territoriale à laquelle ils appartiennent.

Y a t-il multiplicité des candidatures ?

Pour chaque poste à renouveler, il y a plusieurs candidatures. Ce sont des candidats désignés par les biltzar. J'insiste sur ce point : dans l'alderdi, on ne se désigne pas candidat. On accepte la désignation, et c'est ainsi que l'on est candidat. L'élection représente donc réellement la volonté des biltzar, organes essentiels du fonctionnement d'EAJ.

Les militants d'Iparalde participent-ils à ce processus ?

EAJ est un parti présent sur tous les territoires d'Euzkadi, et Iparalde, par les biltzar de Baiona - Angelu - Miarritze, Base - Nafarroa - Xibero, Donibane-Lohitzun, Endaia, Barneko Lapurdi, participe évidemment et naturellement à ce processus.

Iparalde est-il représenté dans l'Euzkadi Buru Batzar l'organe dirigeant d'EAJ-PNB? Et par qui ?

Huit membres de l'EBB sont élus par le processus expliqué précédemment. Outre ces 8 membres, siègent à l'EBB les présidents des « Buru Batzar » de chaque territoire, membres de droit. Txaro Goikolea, présidente de l'Ipar Buru Batzar (IBB), siège donc à l'EBB.

Il y a une règle très importante au sein d'EAJ-PNB, c'est le non cumul des responsabilités. Comment cela fonctionne-t-il dans les faits ?

L'Euzko Alderdi Jeltzalea défend le concept d'incompatibilité en se basant sur les principes de séparation des responsabilités internes et externes, de non-cumul des pouvoirs et de non-confusion entre celui/celle qui contrôle et celui/celle qui doit être contrôlée.

En fonction de ce principe, il existe des incompatibilités absolues qu'aucune structure d'EAJ ne peut lever, et des incompatibilités relatives qui peuvent être levées par l'Assemblée Territoriale ou Nationale.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@ejaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design
N° CPPAP 0613 P 11238



Un individualiste de talent (III) : Marc Légasse

Désormais, Marc Légasse prend des cours d'euskara avec son ami luzien, Jean Diharce, le futur Père Xavier « Iratzeder ». C'est avec ce dernier qu'il a l'idée de faire reparaître Gure Herria ; il prendrait à sa charge la question financière. Les deux amis vont voir dans ce but Pierre Lafitte. Mais le Comité Directeur de Gure Herria s'oppose à cette réparation.

Aintzina

C'est donc une nouvelle revue qui paraîtra : Aintzina. Comme ce nom avait déjà existé de 1934 à 1937, il n'y avait pas de demande de parution à faire auprès des forces allemandes d'occupation. A l'aide d'une carriole, au mois d'août 1941, Marc Légasse et Jean Diharce font la tournée des possibles soutiens : l'abbé Pierre Lafitte et Louis Dassance à Ustaritz, Pierre Charritton à Hasparren, Mgr Saint-Pierre à Villefranque. Bientôt, une ferme sera louée à Halsou, aussitôt baptisée « Aintzinateia ». Les principaux collaborateurs de la revue seront les séminaristes Mugica, Charritton, Roger Etchegaray et Mathieu Aguerre, les abbés Lafitte et Jules Moulher « Oxobi », Louis Dassance, Madeleine de Jauréguiberry, Michel Labéguerie, le Père Donostia. Selon le témoignage que Marc Légasse nous a donné en 1988, le rôle d'André Ospital (imposé par l'abbé Lafitte) et celui de Jean Duboscq étaient nuls, même si le premier était responsable de la revue (avec Marc Légasse) et si le second en était le gérant. Selon ce même témoignage, le tirage était de 500 exemplaires ; l'imprimerie « La Presse » se chargeait de l'impression ; les corrections étaient assurées par l'abbé Lafitte.

On sait que 9 numéros paraîtront en 1942 mais qu'à partir de 1943, Aintzina n'éditera plus que des recueils de chansons, des almanachs et des petits ouvrages culturels. Cela correspondait exactement à la volonté affichée de Marc Légasse : « *Ne pas faire de politique ; avoir l'air de faire Gure Herria ; faire des choses historico-folkloriques en attendant la victoire des Alliés dans la guerre.* » Aintzina s'était heurté notamment aux critiques de Pierre Narbaitz, directeur des Etudes au Grand Séminaire de Bayonne et surtout du directeur du Musée Basque, le commandant Boissel.

JACQUES

ou Du haut de la céleste colline



JAKES

EDO ZERU-MENDITIK

Poème d'Iratzeder, aux Éditions Aintzina

Distance par rapport à EGB

Marc Légasse se tiendra à l'écart du mouvement Eskualdun Gazteen Batasuna (EGB) ne participant qu'à sa première réunion. Il jugeait ce mouvement trop dépendant de l'influence allemande ; d'ailleurs, un accrochage sérieux était intervenu entre Jacques Légasse et Eugène Goyheneche lors de la fondation de ce mouvement, le 27 avril 1943 à Ustaritz.

Mariage

Au printemps 1942, il s'était marié avec Veronica de la Sota, fille de Ramón de la Sota y Aburto, l'ancien Président de la Députation de Bizkaye en 1917-18. Assidu des « tertulias » de Etchepherdia, la belle maison des Sota, près du phare de Biarritz, ce mariage ne le fera pas pour autant entrer dans l'orbite politique du PNV. Il est vrai qu'avec l'oncle de sa femme, Manu de la Sota y Aburto, sympathisant du courant « Jagi-Jagi », il avait un allié de poids dans la place.

Mort de Jacques

En 1943, Jacques Légasse, le frère de Marc avait décidé de se battre aux côtés des Alliés. Passant clandestinement la frontière aux Aldudes, il parviendra après être passé par l'Afrique à rejoindre les Forces Françaises Libres en Italie. Sautant sur une mine, il mourra le 15 juin 1944 près du lac Bolsena, au nord de Rome. Il recevra une citation à l'ordre de la Division et la Croix de guerre. Marc fera éditer aux « Editions Aintzina », un poème d'Iratzeder : Jakes edo zeru-menditik (Jacques ou Du haut de la céleste colline). « Iratzeder », au grand effarement de Marc, avait intégré l'abbaye bénédictine de Belloc en novembre 1941. Pierre Lafitte assura la traduction française.

Marc enterra le corps de Jacques à « Lezabea », la propriété de Sare où il s'était installé.

Jean-Claude Larronde



Fernando-ren orroimenez

Fernando Almandoz gure laguna pausatu da.

Gizon atsegina zen, maite zuen jendearekin mintzatzea, bazakien komunikatzen, komertzial bezala lan egina baitzuen. Gizon zuhurra eta langilea zen. Bere lan ixilari esker, EAJ alderdia finkatu zuen Iparraldean, Hego aldeko molde berak erabiliz.

Bere lanari eta komunikazio dohaineri esker jende multzo bat bildu zuen. Hiru hizkuntza mintzaten zituen euskara, frantsesa eta espanola eta horrek errexten zuen har emana batzuekin eta besteekin. Gizon

entseiatua zen. Lagun ainitz egin zituen bai Iparraldean bai Hegoaldean eta Parisen ere, bere lanak hara eremanik.

Gauzak ongi zoatzinean bere aurpegia irri gozo batek argitzen zuen, gaizki zoatzinean (arazo zerbait gertatzen zelarik) kopeta ximurtzen zuen eta bere begiek pindarrak botatzen zituzten. Bazakien ezetz erraiten. Alderdian, bulego lana egiten zuen bereziki, jende anitzekin buruz buru mintzatuz. Lema aldizkaria ere bere denboran muntatu zen nahiz berak ez zuen idazten eta idazle

multxo bat (Janik Aramendy, Andd  Obac Etcheharay eta abar...) bildu zuen. Gorka Agirrekin eta J. M. Munoaekin hartu eman hurbila izan zuen beti.

Orain joan da eta gain hartarik lagunduko gaitu denak : familia, alderdia eta aberria.

Bihotzetik Agur. Egun handirarte Fernando !!

Fernando notre ami a rejoint la maison du Père. Il est parti calme et serein entour  de sa femme, Th r se qui l'aidait dans sa démarche politique, et de ses 3 filles Sophie, Ines et Joana dont il nous parlait de temps en temps avec fierté. C'était un chrétien, croyant, conséquent dans ses engagements pour sa famille, pour le Parti EAJ-PNB et pour son pays.

Il a été l'homme qui a stabilisé et enraciné EAJ-PNB en Iparralde par son action efficace et discrète. Devenu président en 1996, ce fut lui qui organisa le parti suivant le modèle en cours en Hegoalde avec des organisations municipales appelées biltzar et une direction collégiale du territoire IBB ou Ipar Buru Batzar, dont il fut le président jusqu'en l'an 2000.

Tous les lundis pendant la durée de son mandat, il est all  à Bilbao à la réunion nationale de la direction du Parti ou Euzkadi Buru Batzar (EBB). Il y disait com-



Fernando Almandoz,
l'ancien président de l'Ipar Buru Batzar

ment se passait la vie du Parti en Iparralde et surtout il y allait pour écouter ce qui se passait en Hegoalde et apprendre à faire de la politique auprès des autres membres de l'EBB.

Ancien commercial, il avait participé à beaucoup d'actions. c'était un excellent communicateur et un homme chaleureux, il aimait les gens qu'il recevait avec un beau

sourire et discutait avec eux. C'est ainsi qu'il réussit à capter nombre d'affiliés et qu'il e t aussi une attitude normale et correcte avec les autres organisations politiques abertzale ou les organisations françaises d'Iparralde. Il fut celui qui permit à EAJ-PNB d'avoir une structure stable pour avancer dans un environnement difficile. Son exemple inspira les membres plus jeunes.

Il aimait les ballades en montagne et le chant choral. En ces temps de Noël, je me rappelle que chaque année, il allait avec des amis, chanter des chants à l'hôpital et autres maisons de santé pour donner de la joie aux malades .

Fernando nous ne t'oublierons pas et comptons sur ton aide pour que le travail d'EAJ-PNB continue.

Bihotzetik Agur Fernando ! Egun handirarte !

Ramuntxo Camblong

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h   13 h et de 14 h   17 h

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz,
Ramuntxo Camblong 06 19 97 15 75 rxocamblong@hotmail.fr - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 daniel.camblong@wanadoo.fr - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehere** 05 59 54 21 32



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé